



## Éditorial

### Un second souffle

Un peu d'émotion en inaugurant ma responsabilité de rédacteur en chef de cette revue dans le sillage des grands anciens. Au service des lecteurs de ce bulletin vecteur du réseau Lebret : des acteurs de terrain qui se reconnaissent dans l'intuition de l'économie humaine. Ce qui m'y a préparé ? Ma situation de prêtre, des décennies au service de diverses associations. Et aujourd'hui au service de la solidarité internationale au sein de Caritas-France, plus connue en France sous le nom de Secours catholique.

Je ne pouvais mieux inaugurer cette responsabilité que par ce numéro sur le Forum social mondial. Dix ans après sa fondation, quels sont les nouveaux défis pour ce FSM, rassemblement d'altermondialistes qui rêvent d'un monde autre et agissent pour le faire advenir ?

Où va le FSM ? Il reste un espace d'échange, de débats et n'est toujours pas tenté de se transformer en « mouvement des mouvements », cela semble acquis. Mais il cherche un souffle nouveau après une dizaine d'éditions. Il se décline en forums spécialisés pour enseignants, collectivités territoriales, théologiens... Des pistes à prolonger. Un risque consiste sans doute en une gigantesque manœuvre de récupération. Le Forum économique mondial de Davos, à côté duquel le FSM a été créé à l'origine, poursuit son chemin en cooptant des leaders de la société civile, des cardinaux et des chanteurs de rock... Vaut-il mieux être invité au FSM ou à Davos ? Le monde nouveau se construira de bas en haut, par tous et cela a déjà commencé.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

## Le Forum social mondial de Dakar

**Les crises économiques, politiques, environnementales obligent à questionner les modes de vie, de production, de consommation. Face à la mondialisation qui exclue, le Forum social mondial se révèle être un formidable laboratoire où l'échange de réflexion et d'expérience entre acteurs de changement social permet de mieux décrypter le monde et de mieux agir pour un développement humain solidaire. Plusieurs membres du Réseau international Développement et Civilisations nous livrent, dans ce texte collectif, leur analyse des thèmes qui, dans le monde, aujourd'hui, mobilisent.**

**E**n 2001, l'idée de rassembler des membres de la société civile pour le 1<sup>er</sup> Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, au Brésil, pouvait apparaître utopique. Surtout lorsque les initiateurs annonçaient ce regroupement comme une alternative au Forum de Davos, ce rassemblement des « maîtres du monde » dans le contexte d'une mondialisation économique de plus en plus affirmée. Comme pour mieux souligner cette alternative, les uns se réuniraient à nouveau dans cette luxueuse station de sports d'hiver en Suisse et les autres, pour la première fois, dans le sud du Brésil.

Les initiateurs brésiliens étant des gens du concret et des personnes engagées, leur projet affiché sera d'élargir le champ du possible. Le slogan adopté alors, et maintenu au fil des années, « Un autre monde est possible », résume autant une conviction qu'une ambition. L'intérêt à travers le monde s'affirma au fil des années, l'organisation également : établir un « forum », pour confronter des expériences et des analyses à échelle mondiale<sup>1</sup>.

Un forum, cela veut dire un lieu, un temps, qui, selon la première affirmation de la Charte des principes qui régit les FSM, est « un espace de rencontre ouvert, visant à approfondir la réflexion, le débat d'idées démocratiques, la formulation de propositions, l'échange en toute liberté d'expériences, et l'articulation en vue d'actions efficaces ». Ainsi, à la différence d'un congrès, il n'y a pas de synthèse ni de résolution finale à l'issue d'une telle rencontre qui n'a aucun caractère délibératif en tant que FSM. Par contre les différentes organisations agissant sur une même

cause peuvent y nouer des alliances et prendre des résolutions pour des actions communes. Ainsi à Dakar une douzaine d'assemblées de convergences ont exprimé des articulations entre différents ateliers sur des thématiques proches et ont dégagé des perspectives d'actions communes. Ce sont là les seuls résultats explicites et publiés au nom du FSM.

Dix ans plus tard, ce qui avait pu apparaître comme une initiative sans grand avenir, a donc fait ses preuves : l'aventure se poursuit<sup>2</sup>, des pays se portent volontaires pour accueillir et organiser les rencontres. À défaut de faire un bilan de l'expérience, nous voulons rendre compte ici de quelques facettes de ce rendez-vous annuel, que nous avons pu percevoir à Dakar et, plus particulièrement, celles en lien avec les préoccupations de notre Réseau international Développement et Civilisations.

Laissons d'abord la parole à Chico Whitaker, l'un des fondateurs des FSM, qui, « en simplifiant une très riche expérience en construction » identifie « cinq principales options novatrices du processus FSM »<sup>3</sup>.

« Il s'agit tout d'abord, de la création de ces espaces de débat au niveau international. Auparavant, ils n'existaient pas et chaque organisation, campagne ou mouvement organisait ses propres rencontres, y compris au niveau mondial. Mais nous n'avions pas d'espaces communs à tous, autour d'un objectif principal que nous partageons.

Autre innovation : l'organisation de cet espace, de manière à faciliter la reconnaissance et l'apprentissage mutuel

l'échange d'expériences, l'identification des convergences et la possibilité de nouvelles alliances.

La troisième nouveauté est le fait de pouvoir commencer à considérer comme un élément positif, dans la lutte politique, la diversité des actions et l'autonomie des différents acteurs. Le respect de la diversité est l'un des principes de base de la Charte du FSM.

Non moins importante est la construction d'une nouvelle culture politique, basée sur l'horizontalité des relations, sur la coresponsabilité, sur la préoccupation de ne pas imposer mais de dialoguer, sur la recherche du consensus qui nous rend tous plus heureux et plus forts... Une culture politique qui corresponde à *l'autre monde possible*.

La cinquième nouveauté est un point encore en gestation, mais qui progresse peu à peu : l'affirmation de l'altermondialisme comme mouvement multiforme, aux visages multiples et diversifiés, qui élargit l'action politique au-delà des partis et du pouvoir politique. Une affirmation basée sur la conviction que les partis ne peuvent pas prétendre se réserver le monopole de l'action politique et que l'action qui transformera efficacement le monde devra impliquer tous les secteurs sociaux et chaque membre de la société. »

#### « En marche vers un autre monde »<sup>4</sup>

Ce dimanche de février 2011, le FSM « se mettait en route » par une grande marche dans le centre-ville dakarois. Le ton était donné : groupes constitués ou marcheurs isolés, musiques populaires et danseurs, jeunes et moins jeunes venus de 143 pays<sup>5</sup>. Les banderoles, pour la plupart, annoncent les thèmes qui seront traités au cours de la semaine ; d'autres, simples slogans sur un bout de carton, rappellent quelques douleurs africaines : « Pour la liberté de circulation » ou « Moi, enfant, je ne suis pas un fonds de commerce » et encore, « La guerre, les femmes en ont assez, assez, assez ! »<sup>6</sup>

Et la couleur ! Foule bigarrée, jeunes grimés, venus des divers continents. Le métissage est total. Et surtout, les boubous des femmes : uniforme pour marquer l'unité ou diversité harmonieuse pour signifier leur force et porter leurs revendications et leurs espoirs. C'est avant tout l'Afrique, et surtout l'Afrique de l'Ouest, qui a pris possession de la rue pour marquer d'entrée la volonté de se rendre visible à tous, aux autres participants, aux habitants.

Quelques heures plus tard, l'ouverture du dixième FSM se déroulera sur le campus de l'Université Cheikh Anta Diop. Les jours suivants confirmeront

l'importance de la participation d'organisations du Sénégal et des pays voisins, Mali, Mauritanie, Togo...

#### « Dakar ouvre un monde sans mur »

Les participants ont largement débattu de la question des migrations, considérant qu'il y avait là une réalité mondiale qui concerne tous les pays et particulièrement ceux du Sud qui accueillent la quasi-totalité des mouvements de population intracontinentaux. Ont été dénoncées les politiques des pays du Nord envers la migration provenant des pays du Sud, migration qui représente pourtant moins de 5% de la mobilité de résidence mondiale.

La réflexion a porté sur l'ensemble des situations, avec un regard particulier sur les mouvements de population entre région sahélienne et pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, en partie responsables de conflits récents, ou sur le refoulement des migrants par l'Afrique du Sud. Autre particularité africaine : la difficiles relations au sein d'une même population divisée par des frontières arbitraires issues de la colonisation. Menés essentiellement par les associations de migrants des pays du Sud et se situant dans la continuité des rencontres tenues dans les différents continents depuis 2006, les débats à

### Faire remonter les expériences du terrain : nos activités au FSM

Tout comme l'édition de 2004 à Mumbai en Inde avait été l'occasion de traiter de l'extrémisme religieux et de son impact sur le développement, le Forum social mondial qui s'est tenu à Dakar en 2011 nous a permis d'aborder l'économie humaine, la gouvernance et la citoyenneté active, la diversité religieuse et la laïcité. Il était intéressant de confronter ces questions - sur lesquelles échangent les membres du Réseau international Développement et Civilisations - avec la diversité des analyses et des expériences des participants au Forum.

La multiplication des crises politiques et sociales met en évidence dans plusieurs pays des manquements graves aux pratiques de la bonne gouvernance et de la démocratie. Ces situations entraînent une participation citoyenne difficile, voire inexistante. Dans le but de mieux analyser et soutenir l'émergence de processus enracinés dans le peuple, nous avons organisé un atelier, nourri de trois expériences nationales de membres du Réseau. En Inde, L.A. Samy a exposé le travail mené depuis plus de 30 ans par AREDS, une organisation d'appui au développement rural, pour que des groupes sociaux marginalisés (les dalits, les femmes...) recouvrent leurs pleins droits en tant que citoyens et construisent leur accession à une représentation politique.

En République démocratique du Congo, Achille Biffumbu, fondateur d'une ferme-école agroécologique, a expliqué son travail pour restructurer le tissu social et économique mis à mal par de nombreuses années de guerres civiles intercommunautaires persistantes, dont les premières victimes sont les jeunes et les femmes.

À Madagascar, Lily Razafimbelo, a retracé le parcours militant d'un collectif d'organisations de la société civile, le CCOC, dont l'objectif est d'apporter des réponses citoyennes et concertées à la crise politique qui, depuis 2009, remet en cause la cohésion sociale et compromet le développement de tout un pays.

À travers ces différentes situations ressort un même constat, la société civile organisée doit jouer un rôle important : conscientiser, former, organiser les citoyens et exiger des responsables politiques que les institutions et les lois répondent réellement aux besoins de la population, sans laisser de côté aucun groupe de la société.

Cependant, il existe un réel danger de se faire « récupérer » par les structures dominantes en place. Lily Razafimbelo, a insisté sur le fait que, pour ne pas être apprivoisé par ceux-là même qui sont responsables des situations que la mobilisation sociale veut changer, il faut savoir prendre position sur des principes d'engagement et résister aux sirènes de l'argent et du pouvoir. C'est le « collectif » qui peut garantir le maintien d'une action pour le bien commun et éviter les instrumentalisation de l'engagement.

Face au besoin d'une réflexion sur le fait religieux, ressenti par beaucoup d'acteurs du développement, nous avons co-organisé, avec ENDA et IFAPA, une session sur le lien entre religion et changement social. Les intervenants ont dénoncé le danger de la « double instrumentalisation » : le champ politique qui utilise les discours et/ou les institutions religieuses pour servir ses intérêts et la sphère religieuse qui tente d'infiltrer et de manipuler le politique. Sur ce point, Sophie Bessis, chercheuse tunisienne, insiste sur la nécessité de réfléchir à un type d'occupation de l'espace social par le religieux qui ne soit pas un obstacle à la citoyenneté, partant des exemples d'États islamistes mais aussi en Occident, ou encore au Brésil qui a vu les Églises chrétiennes interférer dans les débats électoraux.

Dans la perspective de la démarche de L.-J. Lebreton et du mouvement Économie et Humanisme, dont l'inspiration marque l'identité de notre réseau international, nous avons proposé un débat sur l'économie humaine. La soirée a été introduite par Chico Whitaker, militant brésilien altermondialiste et l'un des organisateurs du Forum social mondial, qui a fait notamment le lien avec le FSM, « espace de création d'alliances et d'échanges » pour renforcer les initiatives qui remettent l'économie au service de la personne humaine. Le débat a ensuite permis aux participants d'illustrer comment l'économie humaine se traduit dans les territoires où ils se trouvent.

Dakar ont abouti à la déclaration, à Gorée le 4 février 2011, de la Charte mondiale des migrants. Cette chartre porte l'ambition de faire valoir le droit pour tous à la liberté de circulation et d'installation sur notre planète, avec le souhait - encore utopique - qu'un jour soit établi un passeport universel. Au-delà de cet objectif général de libre circulation dont la faisabilité n'est pas immédiate, la Charte précise un certain nombre de droits pour les migrants : droit au travail et à la sécurité, accès à la terre, accès aux services de soin, accès à l'éducation, droit de vote aux élections locales. Les organisations de migrants et les ONG alliées qui se sont reconnues dans cette Charte ont pu tracer des voies d'action pour faire avancer le droit des migrants et faire face à l'ostracisme dont ils sont victimes dans de nombreux pays.

### « Pour en finir avec la pauvreté »

Beaucoup d'ateliers, très suivis, se rapportent à l'agriculture paysanne et à la souveraineté alimentaire. Et les femmes s'y sont retrouvées nombreuses. « La femme africaine assume la responsabilité de la famille sans les moyens. », rappelle une mauritanienne ; une association affiche « La terre est ma vie, touche pas à ma terre ! »<sup>7</sup>

Au cœur de ces débats, la raréfaction des terres de la paysannerie, due aux expulsions liées au développement des villes mais surtout à l'accaparement des meilleures terres agricoles par des sociétés privées ou des pays étrangers<sup>8</sup>. L'émergence de ce thème, relativement nouveau, montre que les participants se saisissent du FSM pour confronter leurs perceptions des problèmes actuels, leurs revendications, leurs initiatives.

Ils ont aussi dénoncé la dépendance vis-à-vis des semenciers - et, plus généralement, de la grande agroindustrie -, l'exploitation démesurée des mines et des forêts par de grandes industries étrangères. Les approches sont concrètes, tournées vers des actions communes. La présentation de réussites associatives ou coopératives donne aux débats beaucoup de dynamisme.

Les préoccupations sont les mêmes quant à l'accès à l'eau, thème de plusieurs ateliers. L'un d'eux préparait le 6<sup>ème</sup> Forum mondial de l'eau, prévu en 2012 à Marseille, afin d'y faire entendre la voix des organisations qui dénoncent les impacts négatifs sur les populations de la privatisation de l'eau.

L'importance que les participants donnent à ces problèmes prouve combien demeure d'actualité la préoccupation de Louis-Joseph Lebret,

dès les années 1950, pour la satisfaction des besoins de base<sup>9</sup>.

### « Genre : beaucoup de textes, aucun changement notable »

« Les femmes toujours hors jeu ? », titrait *La Flamme d'Afrique* du 7 février 2011 à propos de la propriété foncière, car la question du genre y est cruciale : les femmes sont exclues par la réglementation, mais plus souvent encore par le poids des traditions. Pourtant, les sessions traitant de l'agriculture, de l'habitat, des quartiers urbains et des territoires, de l'économie solidaire, etc., rassemblaient une grande proportion de femmes. Elles prenaient la parole, débattaient avec conviction, exposaient leurs actions et les projets de leurs associations. Peu d'ateliers avaient un objet spécifiquement féminin ou féministe, mais les femmes se sont emparées de divers thèmes et en ont montré les incidences sur leur vie quotidienne de cultivatrices, artisanes, mères ou chefs de famille, responsables d'associations...

Ce sont des femmes aussi que l'on retrouvait en grand nombre tenant les petits étals bordant les lieux de débat. D'aucuns ont déploré ce commerce de plein air qui donnait parfois des airs de foire au Forum, d'autres s'en sont réjouis ; un vendeur de textiles faisait l'article de son « boubou social mondial », vendu là même où se construisait la solidarité entre personnes du monde entier ! Faut-il déplorer que les allées du Forum aient été envahies par une foule de vendeurs ou bien se réjouir que le petit commerce local ait bénéficié lui aussi d'une part - modeste - des retombées économiques d'un événement international ?

Pour certaines femmes, cette activité commerciale était aussi un moyen de participation. Les unes présentaient leurs activités associatives, collectaient des signatures pour leur manifeste ou vendaient des réalisations collectives. D'autres expliquaient que la vente d'objets finançait leur voyage et leur séjour.

### « Les élites politiques, principale barrière au développement... »

Sous l'effet des soulèvements populaires contre des gouvernements dictatoriaux en Tunisie et en Égypte, le thème « Démocratie et participation » a eu une résonance accrue. En point d'orgue, la clôture du Forum coïncidant avec l'annonce du départ de Moubarak d'Égypte ! Ces mobilisations pour plus

de justice et de participation citoyenne ont donné un relief particulier aux échanges sur les pratiques de gouvernance et sur les dérives qui bafouent les principes démocratiques. En effet, le constat dressé par les participants montre que les pays sont encore nombreux où, par fraudes électorales, pressions de tous ordres, clientélisme, corruption et parfois même modifications constitutionnelles, une oligarchie accapare le pouvoir et s'y maintient. Certaines organisations qui ont mené leur propre observation sur les élections ont témoigné de la complaisance des anciennes puissances tutélaires et des organisations internationales pour le maintien des pouvoirs établis et ont recommandé une vigilance soutenue en 2011 et

### Les participants se saisissent du FSM pour confronter leurs perceptions des problèmes actuels

2012, puisque des élections présidentielles vont se dérouler dans plusieurs pays africains.

Plusieurs participants ont rappelé que, si les élections sont déterminantes pour asseoir la démocratie, elles ne constituent pas une condition suffisante pour garantir sa mise en œuvre et sa consolidation. Sans attendre les périodes électorales pour se mobiliser, la société civile doit s'impliquer, plus activement encore entre deux élections, autour du contrôle et du suivi de la gestion des affaires publiques.

Les débats ont aussi fait le lien entre démocratie et maîtrise du développement économique. Or le libre-échange imposé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) désavantage les pays en développement, dont les ressources naturelles sont accaparées par les multinationales sans retour réel pour l'économie nationale et, in fine, pour la population. Cette stratégie néocoloniale, source de tous les trafics d'influence et d'une hémorragie financière, handicape fortement le développement de ces pays.

Une coalition d'ONG, « Publiez ce que vous payez », mène une campagne internationale pour la clarté des comptes des multinationales, leur demandant de dire quelles sont les redevances et taxes réellement payées dans le pays et à qui elles sont versées.

L'option pour une démocratie participative est aujourd'hui à l'agenda des collectivités locales comme l'indique la tenue à Dakar, aux mêmes dates que le FSM, du Forum mondial des autorités locales pour l'inclusion sociale et la démocratie participative.

## « Créer des solidarités pour une information citoyenne »

Face à la difficulté des groupes de citoyens engagés à faire connaître leurs réalisations, quelques ateliers ont traité d'un thème jusqu'alors peu abordé, l'information, avec l'objectif d'interroger la place des médias traditionnels et leur vision uniforme du monde et d'identifier les alternatives d'information citoyenne.

« Il est essentiel de faire contrepoids à la logique des médias traditionnels qui veut qu'aujourd'hui ce sont eux qui décident de quoi on parle, de la manière dont on en parle et, surtout, de ce dont on ne parle pas. Il est fondamental de renforcer les

sources d'information alternatives, les veilles citoyennes, la contre-expertise. »<sup>10</sup> Les outils actuels de communication, téléphone portable, Internet ou Facebook facilitent l'information. Leur utilisation massive lors des mobilisations récentes en Tunisie ou en Égypte l'a prouvé. Mais l'analphabétisme élevé dans de nombreux pays rend incontournables les radios villageoises dont le nombre en Afrique de l'Ouest a été multiplié par 20 en 15 ans.

Par contre, les débats n'ont pas abouti à une position commune sur la nécessité ou non de construire des convergences avec les médias traditionnels. Est-il possible d'établir des passerelles en vue de faire écho aux engagements des citoyens ? Les objectifs sont-ils, au contraire, trop éloignés, voire divergents, pour y consacrer du temps ? En conclusion, la priorité, rappelée dans la déclaration pour « Le droit d'informer et d'être informé », demeure le

**Dire au plus grand nombre qu'un autre monde se construit**

renforcement des supports alternatifs qui disent au plus grand nombre qu'un autre monde se construit.

### « Quel autre monde ? »

Des propos de Chico Whitaker<sup>3</sup>, nous retiendrons que le FSM permet la création d'espaces de débat au niveau international. La présentation de la situation en Haïti, lors d'ateliers à l'initiative d'organisations haïtiennes, en est une illustration.

Si les nombreux participants, quel que soit leur pays d'origine, étaient informés du séisme de 2010 et de ses conséquences, ici ils découvraient à quel point la population est écartée du processus de reconstruction : la priorité donnée aux ONG internationales malgré les capacités reconnues des associations locales, la dépendance vis-à-vis des puissances occidentales et des institutions internationales pour l'attribution des financements et pour les choix politiques... Les intervenants ont décrypté les mécanismes qui génèrent la dépendance dans laquelle se débat le pays, raisons tant actuelles qu'historiques (Haïti a longtemps payé, au sens propre comme figuré, la conquête par son armée d'esclaves de l'indépendance face à la puissance française). Analyse qui contrastait avec celle, souvent misérabiliste, diffusée après le séisme. Les initiatives populaires furent rappelées : entraide ville - campagne, accueil des déplacés... Les associations ne baissent pas les bras, nouent des alliances et Camille Chalmers<sup>11</sup>, animateur de ces ateliers, a présenté le

projet de tenir en 2012 en Haïti un forum de la souveraineté alimentaire.

Soulignons l'importance particulière du forum de Dakar pour les participants africains : ils ont préparé activement pendant l'année précédente ; ils ont cherché des moyens financiers ; organisés en caravane, ils ont traversé parfois plusieurs pays... Ces hommes et ces femmes ont vécu là une expérience de vie unique, qui ne se confond pas avec celle des membres d'ONG et de grandes associations, habitués aux rencontres internationales.

Les citoyens de base, même engagés dans une action militante, sont habituellement cantonnés de fait aux réalités du quotidien : nourrir la famille, payer les soins médicaux, assurer un emploi, affronter les catastrophes naturelles... Dans le cadre d'un forum de libre expression, ils se trouvent en mesure de se confronter à une réalité économique à dimension mondiale qui intervient directement ou indirectement, sur ce quotidien : prix des matières premières, chômage, exclusion des savoirs et du pouvoir, délocalisations et dumping social, évasion fiscale... Le FSM a pour premier intérêt de donner la parole à ceux qui « animent » le monde.

Ces assemblées de dialogue offrent l'occasion à des acteurs de terrain de situer leur territoire dans un monde global. Elles rendent possible d'établir des relations à long terme avec d'autres acteurs. Elles renforcent les capacités à une analyse propre. Ces assemblées mondiales pour des hommes et des femmes modestes sont source d'espoir et c'est en ce sens que le FSM convainc qu'un autre monde est possible.

1. Cf. l'article de Chico Whitaker dans *Foi et développement*, N° 313, mai 2003 ([www.lebret-irfed.org/IMG/pdf/Whitaker\\_Francisco03.pdf](http://www.lebret-irfed.org/IMG/pdf/Whitaker_Francisco03.pdf)).
2. Les Forum sociaux mondiaux se tiennent tous les ans. Entre 2 éditions s'organisent des forums régionaux ou locaux. En 2010, 55 forums régionaux se sont tenus, dont 28 dans les pays arabes.
3. Interview réalisé par S. Ferrari du service de presse E-CHANGER, sur leur site, intitulé « les cinq innovations du FSM », 21 mars 2011.
4. Sous-titres empruntés à *La Flamme d'Afrique*, quotidien événementiel en 3 langues (français, anglais, arabe) édité par PANOS lors des FSM.
5. Évaluation par les organisateurs : environ 70 000 personnes représentant 1 200 organisations. « 80% des participants des FSM viennent en général du pays ou de la région où il a lieu, et le Sénégal a 15 fois moins d'habitants que le Brésil », pointe Chico Whitaker sur le site de PeKea. L'année précédente,

- 150 000 personnes se retrouvaient à Belém, au nord du Brésil.
6. Un pays sur deux du continent africain a subi depuis 1960 une guerre, souvent civile. On évalue à 9 millions le nombre de morts auxquels il faut ajouter les blessés, les femmes et les enfants violés, les déplacés...
7. En Afrique subsaharienne, les femmes assurent 70% de la production alimentaire et 60% de la vente sur le marché. In *Pambazuka News*.
8. Cf. *Développement et civilisations* N° 375, juin 2009 ([www.lebret-irfed.org/spip.php?article309](http://www.lebret-irfed.org/spip.php?article309)).
9. Cf. *Jalons pour une économie des besoins*, L.-J. Lebret et G. Célestin, *Économie et Humanisme* N° 84, 1954 ([www.lebret-irfed.org/spip.php?article488](http://www.lebret-irfed.org/spip.php?article488)).
10. Sophie Gergaud et Myriam Merland - RITIMO.
11. Directeur de la PAPDA (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif).

**Développement et civilisations**, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - 33(0)1.47.07.10.07 - [contact@lebret-irfed.org](mailto:contact@lebret-irfed.org) ou [publications@lebret-irfed.org](mailto:publications@lebret-irfed.org)

**Développement et civilisations** est le nouveau titre de *Foi et développement* publié, depuis 1972, par le Centre Lebret devenu Développement et Civilisations - Lebret-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**. L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président), Jean-François Giovannini (vice-président), Boutros Labaki (vp. Moyen-Orient et monde arabe), L.A. Samy (vp. Asie), Jorge Balbis (vp. Amérique latine), Yves Glorieux (trésorier), Isabelle Duquesne (directrice). **Directeur de la publication** : Yves Berthelot. **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag. **Conseil de rédaction** : Yves Berthelot, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Pierre Vilain, Hassan Zaoual. **Secrétariat** : Sally Rousset, Morgane Retière

**La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.**

**Abonnement annuel tous pays (10 n°/an)** : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebret-Irfed

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 Imprimé sur papier recyclé